L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 11 DECEMBRE.

DEMANDE D'EXTRADITION DU PRINCE-ARCHEVÊQUE D'OLMUTZ. LANDGRAVE DE FURSTEMBERG.—Le *Tageblott*, de Moravie (de Brunn), donne des détails sur les poursuites dont S. Em. le prince-archevêque d'Olmutz est l'objet de la part du gouvernement prussien. Ce prélat ayant continué, sans se soucier des lois de mai prussiennes, à nommer des titulaires aux bénéfices devenus vacants dans la partie prussienne de son diocèse, sans en avertir les autorités, fut cité devant le tribunal de district de Ratibor. L'archevêque refusa de comparaître et fut condamné par contumace à quelques milliers de thalers d'amende ou à un emprisonnement équivalent. En même temps on demandait son extradition au gouvernement autrichien. Ce dernier ne trouva pas que l'archevêque s'était rendu coupable d'une contravention à la loi et refusa d'accéder à cette demande. Sur ce, le tribunal de Ratibor lança un mandat d'amener contre ce prélat et se joignit au fermier de la terre de Stomuiz, appartenant à l'archevêque, de remettre le fermage non à ce dernier, mais au tribunal de Ratibor.

ACADÉMIE DE MÉDECINE.—Nous lisons dans un compte-rendu de la séance du 10 novembre :

M. Combes, docteur-médecin à Paris, demande l'ouverture de deux plis cachetés déposés par lui aux Archives de l'Académie. L'un d'eux contient une note relative au travail physiologique des cellules nerveuses. Ce travail constitue en réalité, la vie, d'après M. Combes ; il consiste dans l'élaboration par les centres nerveux d'un *fluide* ou *arome* spécial, suivi d'un mouvement vibratile, bien qu'il laisse certains caractères étrangers à la vibration proprement dite ; continu, bien qu'il offre des intermittences particulières. M. Combes part de là pour expliquer les phénomènes physiologiques et pathologiques qui se produisent dans l'organisation.

L'autre pli est relatif à un procédé enrayant des hernies au moyen de l'électricité. L'oblitération du canal herniaire est obtenue à l'aide d'un fil métallique rendu incandescent par la machine Rhumkorf ou toute autre analogue.

LE TRÉSOR DE GUERRE ALLEMAND.—Les *Nouvelles allemandes* donnent les curieux renseignements qui suivent sur le trésor de guerre de l'empire allemand :

Ce trésor s'élève à la somme de 150,000,000 de francs ! Dans la citadelle de Spandau, située aux environs de Berlin, au milieu des sables arides de la Marche, se dresse une tour de forme circulaire appelée le *Juliusthurm*, qui contient le trésor de guerre de l'empire. Le 7 de ce mois, les conseillers intimes MM. Michaëlis et Guenther ont présenté les clefs de cette tour à la commission des dettes de l'empire, qui venait faire la première inspection de ce fonds important.

Au premier étage se trouvent placés en pièces d'or de 10 et de 20 marcs, 45 millions de marcs ; au second étage 75 millions. Chaque million de thalers forme un rayon séparé qui est lui-même divisé en dix compartiments contenant chacun 300,000 marcs, lesquels sont renfermés dans des caisses.

La réunion fut effectuée de façon que les membres de la commission comptèrent les rayons et les caisses. Celles-ci furent ensuite posées l'une après l'autre. Quand l'une d'elles paraissait un trop lourde ou trop légère, on comptait les pièces qu'elle renfermait. On avait, à ce sujet, mandé des soldats après à ce travail. La commission trouva tout en ordre.

Un de ses membres confia à notre reporter que la tour a beaucoup de place disponible encore, et qu'on pourrait facilement augmenter le Trésor sans l'encombrer. L'opération prit plusieurs heures.

Il existe deux clefs de ce Trésor : l'une est confiée au chancelier de l'empire, l'autre entre les mains du président de la commission des dettes de l'empire. La tour est construite de façon qu'il faut les deux clefs pour l'ouvrir. Le fonds est destiné à couvrir, en toute éventualité, les premiers frais de la mobilisation de l'armée. L'ancien Trésor prussien, qui était 30 millions de thalers, était déposé dans les caveaux du vieux palais royal de Berlin.

Le Constitutionnel publie sur Tahiti quelques notes pleines d'intérêt. Voici une petite historiette qui pourrait s'intituler : Plaisirs et dangers des coutumes kanaques. On nomme Kanacks les habitants de Tahiti.

Ne comprenant pas la jalousie, n'attachant aucun prix à la fidélité de sa compagne, et poussant l'hospitalité jusqu'aux limites de l'extrême, le Kanack ne fait nul devoir, presque un logement, d'offrir à l'étranger qui visite sa demeure, son cœur, sa case, ses fruits et même sa femme, qu'il cède à l'instant même, pour la récompense ; condition sous cet ingénieux vocable et qui donne bien parfois aux quiproquos les plus cruautés. Je lis cependant qu'un excellent Français, M. Jules Antoine, ancien pilote, M. B., ... dont la femme, pour des causes diverses, avait dû rester en France, a trouvé dans l'hospitalité kanack cette hospitalité pas qu'écossaise.

La patrie était si loin, la proposition si nouvelle, la chaleur si jolie, qu'aucun mot cruel ne fut prononcé et que rien ne fut laissé faire. Des mois se passèrent, sa femme ne le rejoignit pas ; il avait complètement oublié cette aventure, lorsqu'un jour, que le fait ne pas sans étonnement et sa colère de trouver installé chez lui le chef en question, qui, avec la meilleure foi du monde, venait réclamer ses droits sur la propriété dans leur extension la plus exagérée. On voit d'ici la frayeur de la jeune femme, la fureur du mari, étonné au K. nack qui ne pouvait croire que son don, Enfin, à bout d'arguments, voyant que raisonnements et menaces venaient se briser devant le calme imperturbable du sauvage et son inflexible logique, qui ne comprenait pas qu'on lui fît un crime de demander à l'officier ce qu'il avait trouvé bon d'accepter de lui, l'officier dut envoyer chercher les moutoyos acculturés que le débarrassèrent, non sans peine, de ce sauvage par trop communiste.

—Une découverte intéressante :

Le journal de *British Architect* rapporte que des ouvriers qui étaient occupés, à Dourlers, à faire des excavations sous les dalles de la vieille tour de l'église Sainte-Marie, ont trouvé une sorte de cercueil dans lequel était enfermé et encaissé avec beaucoup de soin un cercueil de plomb.

On s'est empressé d'ouvrir le cercueil et cette curiosité scientifique a été satisfaite complétement par la découverte du corps parfaitement conservé d'un militaire, dont le visage, qui devait avoir été fort beau, est encore orné de superbes moustaches et d'une barbe taillée à la façon des soldats d'un autre âge.

Toutefois, la taille est petite ; le cadavre est remarquable dans des langes noués avec soin et ouatés faits du linge le plus fin et le plus doux et dans les plis duquel ont été répandus les parfums les plus exquis.

On a fait brûler sur une truelle une pincée de ces matières odorantes, et l'échec toute entière a été aussitôt remplie par les délicieuses émanations de l'arome le plus pur et le plus délicat.

Quel peut avoir été cet illustre personnage, dont le corps vient d'être ramené à la lumière.

Il semble à peu près certain que si le corps qu'on vient de découvrir dans un état de conservation si complet n'était point celui du roi Etienne de Blois, il ne peut avoir été que celui d'un de ces guerriers du moyen âge qui moururent dans les expéditions entreprises contre les pirates et les maraudeurs sortis des provinces maritimes de la France et de l'Espagne, et dont les restes étaient généralement enlevés dans les terrains du Kent, qui étaient si propices à les conserver intactes pendant plusieurs générations.

—La nouvelle que la reine Victoria allait publier un nouvel ouvrage, a causé une vive impression, non seulement en Angleterre mais en France, où la traduction du livre de la reine : *Méditations sur la mort*, ne s'est pas vendue à moins de 12 mille exemplaires. Le dernier livre de la royale *authoress* lui a donné un bénéfice de quatre-vingt mille francs ; elle a fondé deux *bourses* à l'Université d'Aberdeen pour les enfants pauvres de ses tenanciers de Balmoral.

La reine Victoria est d'ailleurs continuellement de ces œuvres d'intelligente philanthropie. Avec les économies faites sur sa toilette depuis la mort du prince Albert, une douzaine de millions environ, elle s'est bâti un hospice et une maison de retraite, et cela avec si peu de bruit que c'est à peine si on le sait même de l'autre côté du détroit.

L'ouvrage que vient de terminer la reine est consacré, dit-on, à la famille, au mariage, aux enfants, aux sentiments de la vie intime et à ses diverses phases mortales. L'auguste femme, qui a été sur le Trône, de notre temps, l'incarnation la plus noble de l'épouse et de la mère, aura eu qu'à regarder à son propre foyer pour écrire des pages admirables. Comment ne participait-elle pas de la famille, en effet, cette qui disait une fois au roi Louis-Philippe : " La richesse des souverains, ce sont les enfants ; nous sommes, Sire, aussi riches l'un que l'autre."

UN DAME AVOLAT.—Une jeune dame de Cuzco (Pérou) l'ancienne capitale des Incas, a adressé au gouvernement une requête pour obtenir la permission d'étudier le droit, afin d'arriver au degré de docteur. Le ministre, auquel la requête a été soumise, vient d'émettre l'avis défavorable, attendu que la République n'établissant aucune distinction entre les deux sexes de nature à empêcher qu'une dame n'étudie le droit pour devenir avocat.

—Un bon mot, rapporte le *Petit Marseillais*. M. Roncajolo reçoit une lettre anonyme :

" A Monsieur, ayant besoin, la bande de 60,000 francs pour les procurer :

" Ayez la bonté de les placer derrière la pierre qui garde le coin de l'église Saint-Michel, à main gauche, descendant par la rue Terrasse, et de ne pas le faire vous en contrarier la vie.

" Demain à seize heures, à sept heures précises du soir, vient d'être au lieu indiqué par vous-même.

" Signé : LE CHARITABLE."

" La plus petite imprudence nous coûterait la vie. On vous suit partout."

On comprend que M. Roncajolo s'empresse, au lieu de porter les 60,000 francs, de prévenir le parquet, et, grâce à l'activité de celui-ci, la police arrêtait avant-hier, à l'heure et à l'endroit indiqués, un individu qui est actuellement à la disposition de M. le procureur de la République.

Message du maire Leeds.

Messieurs du Conseil de ville :

Choisis par nos concitoyens pour administrer les affaires de cette ville, nous en pensons le contrôle dans des circonstances on ne peut plus embarrassantes. Cette communauté, autrefois si prospère, a, par des années de mauvais gouvernement et d'oppression, été amenée sur l'abîme de la banqueroute. La propriété foncière est presque sans valeur réalisable, le commerce décline, les intérêts manufacturiers et industriels sont paralysés et toutes les classes succombent sous le poids de la dette publique.

L'intérêt de la dette publique et les dépenses courantes pour le soutien du gouvernement sont plus que le peuple ne peut payer, et la taxation équivaut maintenant à la confiscation actuelle de la propriété des citoyens. L'espérance du public attend de nous un soulagement immédiat, et la détresse de la population exige la réduction des fardeaux publics. Il faut que la taxation soit abaissée au plus bas taux possible pour ramener notre ancienne prospérité et sauver la ville de la ruine qui la menace. Je sais que, sous l'empire des lois existantes, qui ont enlevé en grande partie au Conseil le contrôle des affaires de la ville, il sera difficile, sinon impossible, d'opérer une réduction des taxes suffisante pour donner au public le soulagement dont il a besoin.

Ce sera notre devoir de nous adresser à la Législature pour l'adoption de la législation que demande la nature de la situation. La taxe du parc doit être abolie ; la taxe d'école doit être supprimée ou l'administration des écoles publiques rendues à la ville, avec le contrôle des dépenses ; la police doit être placée entre les mains du gouvernement de la ville, et les dépenses d'impression, de drainage et de cour doivent être réglées par le Conseil. En fait, toutes les lois imposant des dépenses d'argent à la ville sans le consentement de ses administrateurs doivent être rappelées.

Comptant que la Législature qui doit bientôt se réunir nous accordera l'aide demandée, je conseille, en attendant, de ne lever sur nos constituants aucune taxe injuste ou inopportune.

L'intérêt de la dette publique est maintenant si lourd qu'une taxe suffisante pour y faire face ainsi qu'aux dépenses courantes du gouvernement de la ville impose si celles-ci étaient réduites au plus bas chiffre possible) jointe à la taxe actuelle d'Etat, ne peut être collectée, sans ruine pour les citoyens et sans la destruction qui s'en suivrait de la prospérité de la ville, attendu que ces taxes, dans mon opinion, dépasseront le montant du revenu net de la propriété imposée. Si on leve une taxe qui dépasse le revenu des citoyens, il faut qu'une partie du capital soit prise pour couvrir le déficit. Ceci diminuerait la production et ferait décroître la valeur de la propriété. Le capital, toujours timide, sera retiré pour être placé ailleurs et la population sera éloignée jusqu'à ce qu'il ne reste aux propriétaires et aux créanciers publics aquarelle que des magasins et des entrepôts vides et des résidences désertes.

Il est évident qu'au point où nous sommes arrivés sur le chemin de la ruine, il est également de l'intérêt du citoyen et du créancier public d'aviser à quelque mode équitable d'alléger les fardeaux publics. Je recommande vivement ce sujet à votre attention.

Tandis que nous sommes ainsi forcés par la détresse de notre population de demander un soulagement aux créanciers publics, il convient que nous inaugurions le système de stricte économie dans chaque département. Tout emploi inutile devra être aboli, les salaires devront être réduits au point le plus bas que le permettra l'efficacité du service et tous les achats faits aux taux les plus bas possibles.

Dans ce but, je conseille la réorganisation de tous les départements de façon à réduire les dépenses. Tous les travaux qui ne sont pas d'une nécessité immédiate doivent être entièrement discontinués ou suspendus jusqu'à ce que la ville soit en état de les payer. Afin, néanmoins, d'opérer une réduction sensible dans les salaires tout dans le coût des achats pour la ville, un retours au paiement en comptant sera nécessaire, et nous devrons diriger toutes nos efforts vers ce résultat.

En ce qui regarde la collection des taxes arriérées, je conseille une sage discrétion. Tandis qu'il peut y avoir beaucoup de contribuables qui sont à même de payer ces taxes, il y en a un bien plus grand nombre qui ne les ont pas payées parce qu'ils étaient dans l'impossibilité de le faire. Si la taxation avait été juste et équitable, si le taux avait été modéré sur une base saine, et si le bien-être, la prospérité et la richesse avaient été également répandus parmi les citoyens, il n'y aurait pas de taxes arriérées. Mais, dans l'état actuel des choses, une somme considérable de ces taxes ne peut être collectée